

ESPAGNE**L'occasion d'un nouveau début sur la question des droits humains****Amnesty International soumet un plan d'action en faveur des droits humains****Les engagements en matière de politique étrangère doivent trouver un écho au niveau national**

Index AI : EUR 41/007/2004

Vendredi 11 juin 2004

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

(Madrid) Au moment où le gouvernement espagnol s'apprête à passer le cap de ses cinquante premiers jours au pouvoir, Amnesty International a soumis aux autorités un certain nombre de suggestions concrètes pour un plan d'action national en faveur des droits humains.

Le rapport contenant les recommandations d'Amnesty International, intitulé en anglais *Spain : The necessary commitment - AI recommendations for a human rights action plan*, identifie les principaux défis auxquels se trouve confrontée l'Espagne en matière de droits humains, trace la voie à suivre pour mettre en place des changements et établit une liste de 15 indicateurs permettant de mesurer la réussite du gouvernement à l'aune de ses promesses.

« *Les changements en matière de droits humains doivent être substantiels et non rhétoriques*, a déclaré Irene Khan, secrétaire générale d'Amnesty International à l'issue de sa première visite en Espagne. *Nous jugerons le gouvernement, non sur la base de ses promesses mais sur les actions qu'il aura menées, à l'aide de ces indicateurs.* »

Amnesty International demande que le plan établi soit :

- conforme aux lois et obligations internationales ;
- cohérent - qu'il fasse preuve du même engagement à l'égard des droits humains au niveau national et international ;
- concret - qu'il fasse en sorte que

les promesses ne restent pas sur le papier mais trouvent une application pratique.

Au niveau international, Amnesty International appelle l'Espagne à respecter et promouvoir les droits humains internationaux au Conseil de sécurité des Nations unies, auprès du Comité anti-terrorisme des Nations unies et dans ses relations bilatérales avec Cuba, la Colombie, le Maroc et le Sahara occidental.

« *La nouvelle approche en matière de politique étrangère de ce gouvernement a donné à l'Espagne un rôle décisif lors des votes aux Nations unies ; l'Espagne doit en user pour faire réellement changer les choses au niveau des droits humains dans le monde* » a déclaré Irene Khan.

Amnesty International a favorablement accueilli les déclarations du gouvernement qui a réaffirmé son soutien aux institutions internationales et au droit international et relatif aux droits humains. L'organisation a également salué l'intention du gouvernement de ratifier un certain nombre de traités internationaux tels que les Protocoles 4, 7 et 12 de la Convention européenne des droits de l'homme et le Protocole facultatif se rapportant à la Convention des Nations unies contre la torture.

« *La prolifération et l'utilisation abusive d'armes de petit calibre au niveau international a de sérieuses conséquences sur la protection des droits humains ; nous sommes donc heureux de savoir que le président Rodriguez Zapatero est d'accord pour soutenir notre campagne en faveur du contrôle des armes de petit calibre et envisager la possibilité de parrainer un traité international sur le commerce des armes*, a déclaré Irene Khan.

« *Toutefois, le gouvernement ne sera crédible au niveau international sur la question des droits humains que s'il parvient à traiter le problème au niveau national* », a-t-elle ajouté.

Le rapport d'Amnesty International pour l'Espagne concernant les engagements à respecter en matière de droits humains réitère les préoccupations de l'organisation face

aux actes de torture, aux mauvais traitements, au racisme, aux restrictions du droit des réfugiés, demandeurs d'asile et travailleurs migrants, ainsi qu'aux actes de violence contre les femmes dans ce pays.

« Nous reconnaissons qu'il est du devoir du gouvernement de protéger les personnes de toute menace de violence, des homicides et actes d'intimidation par des groupes armés. Nous condamnons sans équivoque les actions violentes de l'ETA ou d'autres groupes. L'attentat du 11 mars était un crime contre l'humanité. Les auteurs doivent être traduits en justice – mais la justice doit s'appliquer en accord avec les normes internationales relatives aux droits humains, a déclaré Irene Khan.

« Sacrifier les droits humains au nom de la sécurité est une politique à courte vue qui est contre-productive », selon Irene Khan, qui a interpellé le gouvernement à propos du régime de détention au secret appliqué à certaines personnes. Elle a également demandé au gouvernement d'enquêter sur les allégations d'actes de torture et mauvais traitements et de s'opposer à toute restriction des droits des migrants.

Amnesty International, les Nations unies et le Comité européen de prévention de la torture enregistrent régulièrement de graves allégations de torture et mauvais traitements en Espagne, liées notamment à l'origine raciale des personnes.

« Dans le passé, le déni des faits a alimenté le cycle de la torture et des mauvais traitements. Le gouvernement doit maintenant faire face à ses obligations, mener des enquêtes approfondies sur ces allégations et faire comprendre clairement qu'il appliquera une politique de tolérance zéro pour les actes de torture, a déclaré Irene Khan.

« Nous appelons le gouvernement à examiner attentivement les recommandations faites par les organes internationaux d'experts pour la prévention de la torture. Les garanties prévues constituent la meilleure protection des droits des détenus et de la réputation des agents responsables de l'application des lois en cas de

fausses allégations. »

Amnesty International a noté la persistance du racisme et de la xénophobie dans certaines régions d'Espagne. Le document qu'elle publie s'efforce d'obtenir des engagements pour lutter contre la discrimination ethnique et raciale et s'assurer que les immigrants sont traités dignement dans le respect des droits humains.

Amnesty International salue la décision du gouvernement de donner la priorité à la lutte contre la violence à l'égard des femmes.

« C'est une initiative positive. Nous espérons que la proposition de loi accordera la même protection à toutes les femmes en Espagne – qu'elles soient espagnoles ou étrangères, qu'elles vivent en ville ou à la campagne, a déclaré Irene Khan.

« Le gouvernement ne doit pas oublier les autres victimes. Il doit réhabiliter la mémoire, la dignité et les dépouilles des victimes oubliées de la guerre civile et du régime de Franco. »

Lors de rencontres avec les présidents de Catalogne et du Pays basque, Amnesty International a également proposé un plan régional au sujet des droits humains, en complément du plan national. Irene Khan a déclaré : *« Nous saluons la réaction positive des autorités basques et catalanes à notre proposition.*

« Il y a quelques points sur lesquels nous sommes en accord total, d'autres sur lesquels nous différons. Notre document doit aider au dialogue pour permettre de résoudre les points difficiles de manière constructive, a déclaré Irene Khan.

« Nous apprécions l'ouverture d'esprit du gouvernement central et des gouvernements autonomes régionaux de la Catalogne et du Pays basque ainsi que du principal parti d'opposition politique, qui nous ont écouté, se sont montrés prêts à engager le dialogue avec nous et à prendre en considération nos recommandations. Maintenant le véritable test va être de voir comment ces promesses sont traduites en action, concrètement, de façon cohérente et logique. »

Complément d'information

Une délégation d'Amnesty International dirigée par Irene Khan, secrétaire générale de l'organisation, est en Espagne depuis le 5 juin. Ses membres se sont rendus à Madrid, Barcelone et Vitoria, où ils ont rencontré des représentants de la société civile et des membres du gouvernement. Ils ont rencontré Rodriguez Zapatero, chef du gouvernement, les ministres de la Justice et des Affaires étrangères, le président du Conseil du pouvoir judiciaire, le président du gouvernement autonome de Catalogne, le président du Pays basque, le vice-président du parlement catalan, le président du parlement basque, la Commission des droits de l'homme du parlement basque et le chef du Parti populaire. Le 11 juin, Irene Khan rencontrera le chef du parti *Izquierda Unida*. Elle remettra également le même jour à ses interlocuteurs des messages de solidarité parvenus du monde entier aux victimes des attentats du 11 mars. ●

Pour de plus amples informations ou pour obtenir une interview, merci de contacter Carmen Lopez au +34 617 492 028 ou Judit Arenas sur son téléphone portable, au +44 7778 472 188.

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>